



EN LUTTE

Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI



**Ce 14 octobre, votez pour la lutte
contre l'austérité ! Votez nul !**

p.2

Libérez
Daniel
Mustapha
Amaya
p.8

Nicaragua

**Solidarité avec la lutte
du peuple contre
la dictature d'Ortega**

p.5

**En défense des réfugiés !
Vive l'unité des travailleurs !**

p.9



Ce 14 octobre, votez pour la lutte contre l'austérité ! Votez nul !

Nous appelons à voter nul,* et c'est bien le terme qui convient à la confiance que nous mettons dans toutes les promesses des politiques. Nulle, c'est aussi la confiance que nous avons envers les institutions de cette démocratie qui n'en a que le nom. C'est la démocratie pour les puissants, pour la bourgeoisie et ses représentants. Mais pas pour nous, les travailleurs. On nous impose les licenciements, le recul de l'âge de la pension, le harcèlement au travail, les exclusions du chômage... Et si tu n'as pas de papiers parce que tu fuis la misère et la guerre, c'est la prison pour toi et tes enfants, suivie par l'expulsion forcée. Non, le capitalisme n'a rien de démocratique pour notre classe.

Comme lors de chaque élection, le gouvernement nous fait croire qu'il nous représente. La propagande médiatique s'active pour nous faire croire que nous pouvons décider de la politique. Mais les gens se méfient de plus en plus. Il y a, comme ils disent, une « crise de confiance ». Et à juste titre : ils tapent tous dans la caisse et pas un ne respecte ses promesses ! Alors on nous promet une démocratie de proximité, des « initiatives citoyennes », des « budgets participatifs » sur quelques sujets futiles. Ils espèrent ainsi redorer le blason de leur système décadent.

En parlant de décadent, le PS veut nous faire croire à son renouveau, parce que ce ne serait que quelques brebis galeuses qui poseraient problème. Et que, maintenant, ce parti va vraiment lutter contre la corruption et la politique de droite. Mais qui a posé les bases et de ces systèmes mafieux et de cette politique de droite ? C'est le PS, qui applique

les mesures d'austérité jour après jour dans les communes !

Face aux partis traditionnels, le PTB veut être « le moteur d'un tournant à gauche ». Ce parti pense que la rupture avec le capitalisme n'est pas possible actuellement et qu'il faut donc construire un large « mouvement de gauche » pour faire face à « la droite ». Et beaucoup de travailleurs et de jeunes, dégoûtés par le gouvernement Michel, pensent que le PTB va pouvoir changer les choses. Mais là, il y a un problème. Et c'est la contradiction que l'on retrouve dans l'ensemble de la social-démocratie et les nouveaux partis de gauche en Europe : la politique communale, provinciale, parlementaire et fédérale ne peut pas aller à gauche. Pourquoi ? Tout simplement parce que ce ne sont pas des organisations des travailleurs, ce sont des institutions de la bourgeoisie, de ceux d'en haut. Syriza et Podemos en ont apporté la preuve en trahissant les promesses de changement social faites au peuple grec et espagnol. Ils ne pouvaient pas utiliser les institutions capitalistes en faveur des travailleurs et des peuples.

Et ces nouveaux mouvements ne font rien d'autre que répéter différemment le discours dominant : la solution c'est d'élire d'autres représentants. Au contraire, nous sommes convaincus que le seul moteur de changement c'est la lutte permanente contre toutes les conséquences du capitalisme ; que notre terrain c'est celui de la rue, celui de la lutte de notre classe, et nous ne devons avoir confiance qu'en nos propres forces. Nous devons construire notre propre organisation pour affronter et détruire ce système économique

et ses institutions et le remplacer par le système socialiste.

Appeler à voter pour le PTB, c'est répandre des illusions parmi les travailleurs, l'illusion qu'on peut améliorer et même changer le système capitaliste en votant des lois, et qu'il suffirait juste d'avoir beaucoup d'élus, d'avoir un relais politique pour que nos luttes soient victorieuses. Malheureusement, c'est aussi le discours des bureaucrates syndicaux qui, à l'instar de Thierry Bodson, appellent les travailleurs à avoir confiance dans des majorités de gauche. Mais finalement, ce n'est pas étonnant. En effet, les directions syndicales collaborent bien avec les patrons tous les jours en signant la paix sociale, et ce n'est donc pas étonnant qu'ils nous appellent à aller gentiment voter en espérant que cela change et, surtout, surtout, en n'organisant que quelques malheureuses « journées d'actions ».

Nous appelons donc à voter nul pour exprimer notre méfiance envers tous ces politiciens au service des patrons et des banques. Notre méfiance envers toute politique qui prétend changer ce système en collaborant avec lui. Par contre, nous avons une totale confiance dans la capacité de notre classe à reprendre le chemin de la lutte et nous appelons les travailleurs à se mobiliser contre l'ensemble des politiques de ce gouvernement. Utilisons ces élections pour discuter sur nos lieux de travail, dans nos quartiers, de la nécessité de construire l'organisation indépendante des travailleurs pour mener une lutte conséquente contre ce système capitaliste, pour le socialisme. ✘

* Avec le vote électronique, il est impossible de voter "nul". Dans ce cas, votez "blanc".

La lutte de classes des patrons contre les travailleurs ne s'arrête pas avec les élections.



ne tienne : les directions syndicales sont d'accord pour dénoncer « la lenteur de la procédure ».

Et un dernier « petit détail » à régler : le *Jobs deal*. Pour optimiser la contribution des travailleurs aux bénéfices des patrons, il faut instaurer des barèmes au mérite et non plus à l'ancienneté. D'autre part, l'accord gouvernemental de 2014 prévoyait de lutter contre les pénuries de candidats dans certains secteurs. Le problème serait la « motivation » d'éventuels candidats, incapables de vivre dans la misère pour se consacrer à une « formation ». On va donc accélérer la dégressivité des allocations de chômage, c'est-à-dire mettre au point la politique déjà mise en œuvre par Di Rupo : rendre le chômeur responsable de ne pas trouver un emploi et passer encore un peu plus de cet argent « gaspillé » en allocations à des « subsides » aux patrons qui peuvent licencier comme bon leur semble.

Un autre thème en vedette dans la campagne électorale est celui des migrants. Bien sûr, à juste titre, aucun parti ne défend la discrimination de ceux qui n'ont pas la peau blanche ou qui sont de descendance juive. Toutefois, la discrimination par lieu de naissance où par origine des parents est bel et bien admise. Même le PTB fait la distinction entre ceux qui peuvent fuir la misère « légalement », selon la loi appliquée par Francken, et ceux qui ne le peuvent pas et doivent donc être expulsés. Si des désaccords se manifestent avec la politique de Francken d'emprisonner des enfants de 1 à 6 ans, nés en Belgique,

pour le crime de ne pas disposer de parents conformes, reste que ceux qui stigmatisent la politique migratoire du gouvernement « doivent savoir que le gouvernement gardera le cap »,³ sauf qu'il faut parvenir à « ne pas trop abîmer les enfants », ce qui serait la faute des avocats qui « prolongent inutilement les délais ». Et vingt ans après l'assassinat de Semira Adamu, les expulsions forcées continuent, mais « avec des accompagnants mieux formés », même quand cela ne représente que le report des « traitements inappropriés » à l'arrivée au pays de destination.⁴ L'Égypte, où règne une des dictatures les plus répressives de la région, est saluée comme exemple pour son « efficacité dans la lutte contre les trafiquants et la migration illégale ».⁵

Notre classe en lutte

C'est dans ces conditions que notre classe résiste. Quand, après six mois de tractations, un gouvernement de droite était finalement constitué en octobre 2014, avec un *Accord gouvernemental* qui était la continuité et l'approfondissement des mesures d'austérité de Di Rupo,⁶ Marc Goblet, nouvelle tête de la FGTB, se plaignit : « on a mis à mal le modèle belge. Et surtout, le modèle de la concertation. »⁷ Et pour contrôler les possibles débordements, les syndicats annoncent un rosier de grèves tournantes

LIT-QI

LA LIGUE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

- Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky.

Nous revendiquons la révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 25 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, à nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Ed. resp. J.Talpe - rue de l'Élan 73 - Bruxelles

¹ *Le Soir*, 13.9.2018

² Lors de la fermeture de l'usine Renault de Vilvorde en 1997, une loi a fixé certaines « règles » pour autoriser les patrons à licencier massivement des travailleurs. Essentiellement, cette loi, du 13.2.1998, stipule que l'on peut bien licencier massivement, mais que le patron doit avertir un certain temps à l'avance, pour permettre encore des discussions concernant le cas.

³ *Le Soir*, 8.9.2018

⁴ *Le Soir*, 15.9.2018

⁵ *Le Soir*, 21.9.2018

⁶ Voir PI 97 (décembre 2014)

⁷ Voir *EnLutte* 102 (février 2016)

avec finalement une grève générale pour... trois mois plus tard. Celle-ci a lieu le 15 décembre, et les travailleurs y voient l'occasion de manifester massivement leur rejet de ces mesures d'austérité, mais la direction syndicale ne propose aucun plan de lutte conséquent, et le gouvernement n'attend même pas les vacances de fin d'année pour avancer dans l'exécution de son programme. Et en février 2015, le vice-Premier ministre Kris Peeters se félicite du comportement de la FGTB qui « a compris que la stabilité était nécessaire. [...] Qui aurait cru, en novembre et décembre dernier, qu'on parviendrait à ces accords ? »⁸

Les directions syndicales annoncent des grèves générales pour un futur indéfini, finalement remplacées par des manifs symboliques, et Marc Goblet rassure les patrons : « La FGTB maîtrise ses troupes ! D'abord, il faut souligner que si on fait des plans d'action, c'est pour rester dans un cadre... justement pour éviter les débordements. »⁹ Cela n'empêche pas que la lutte reprenne, comme le 6 et 7 janvier 2016 chez les cheminots, cette fois contre le *one-man-car*, la suppression des accompagnateurs de train. Elle compte avec la solidarité de cheminots venus de France, ainsi que du Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttes. Et, ce qui manquait depuis belle lurette, la solidarité d'une autre branche syndicale belge, celle des Administrations Locales et Régionales (ALR) de Bruxelles. En cette année aussi, les gardiens de prison mènent pendant des mois un dur combat pour leurs conditions de travail et contre la surpopulation carcérale

Pour la bourgeoisie, c'est trop. Il ne faut pas loupier l'objectif annoncé dans la *Déclaration gouvernementale* de

⁸ Le Soir 20.6.2018

⁹ JT de 13 h, RTGF du 20.10.2015, cité dans En Lutte 101 (novembre 2015)

« préparer les entreprises ferroviaires en interne à la libéralisation du marché ». La Direction de la SNCB envoie des huisseries aux piquets, et initie la poursuite d'un dirigeant des accompagnateurs de train, Jordan Croeisaerdt. Et le PTB, parvenu à occuper la direction du syndicat des cheminots à Bruxelles, ira main dans la main avec la direction d'Infrabel pour cautionner la répression qui s'abat sur Jordan.¹⁰

En mars 2017, le non-marchand manifeste son mécontentement, et il y a des grèves dans le secteur de la distribution. Mais Marc Goblet (FGTB) prend soin de préciser « qu'à ce stade, ce mécontentement ne se traduira pas par des actions d'envergure. Nous devons d'abord sensibiliser. »¹¹

Les luttes sur le terrain ne cessent pas. Des conflits qui traînent depuis des mois refont surface, comme la grève des CPAS d'Ixelles le 18 juin 2018.¹² En mai et juin, les travailleurs du secteur de la distribution (Carrefour, Mestdagh, Lidl) répondent avec des grèves contre les licenciements collectifs. Entre-temps, un des points prévus dans l'Accord gouvernemental, le *service minimum* en cas de grève dans les transports en commun, est acquis, pour qu'au moins dans d'autres secteurs, les patrons puissent alors continuer à disposer de la force de travail. Et quand les cheminots font grève contre les nouvelles dispositions concernant les pensions, le 29 et 30 juin, c'est le premier test grandeur nature du système de service minimum. Grâce à la précieuse collaboration des directions syndicales, c'est un « succès » et « tout le monde a gagné »,¹³ sauf les travailleurs, bien sûr.

¹⁰ Voir EnLutte 102 (février 2016)

¹¹ Le Soir 20.4.2017

¹² Le Soir 20.6.2018

¹³ Le Soir 30.6.2018

Nous, les travailleurs, nous devons avancer dans notre propre organisation avec démocratie ouvrière, y compris en faisant face aux multiples manœuvres des bureaucraties syndicales. C'est la seule façon de faire avancer la lutte, avec en perspective, dès maintenant, un changement radical du système. Les travailleurs doivent construire leur propre organisation, où règne la démocratie de ceux qui produisent toute la richesse, et qui sera capable de prendre en main les rennes de l'Etat et de réaliser alors le socialisme.

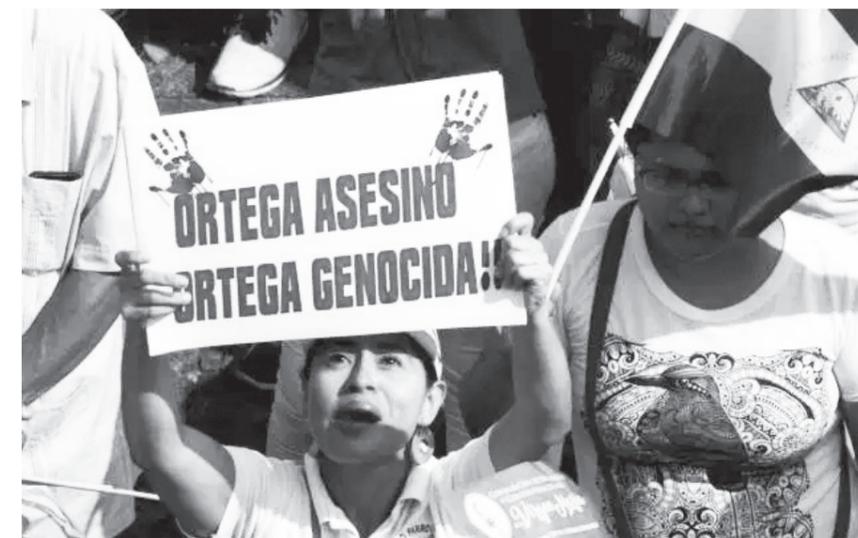
Quand le gouvernement fédéral annonce, le lundi 23 juillet, que « son ministre de l'Emploi conviendra avec les partenaires sociaux un agenda précis » pour mettre en place le *Jobs deal*, Robert Vertenueil, président de la FGTB, « va faire tout ce qu'il peut pour convaincre ses alliés de faire grève ». Mais c'est déjà le moment de partir en vacances. Et en septembre, il y aura surtout des promesses de « faire quelque chose ».

Reste à signaler toutefois un grand exemple de lutte coordonnée à l'échelle européenne : celle du personnel de Ryanair, un exemple à suivre, car la politique d'austérité est loin d'être une spécialité belge.

Aux élections communales, les partis traditionnels cachent leur nom sous des étiquettes variées, telles que *liste du bourgmestre*, *liste d'ouverture*, *liste citoyenne*, pour essayer de camoufler les politiques d'ajustements menées par ces partis depuis longtemps. D'autre part, dans différentes communes, des *oppositions* deviennent des *alliés* dans les querelles de conquête de l'électorat. Le PS défend une *coalition du progrès* avec Defi et Ecolo, mais les trois s'allient au MR pour contrer le CdH à Bastogne, sous l'alias de *Citoyens positifs*, alors qu'à Wavre, ils s'allient au CdH pour contrer le MR. Et à Liège, on envisage une alliance MR-CdH-Ecolo. Puis, après le 14 octobre, le *citoyen* sera invité à avoir les yeux rivés sur les élections fédérales du 26 mai 2019.

Pour faire face à la politique d'austérité, plusieurs exemples de l'histoire récente - Tsipras en Grèce, Corbyn en Grande Bretagne, Podemos en Espagne - ont montré que ce n'est pas des parlements de la bourgeoisie que sortira la solution.

La solidarité s'impose, pour les peuples du monde entier, avec la lutte du peuple nicaraguayen.



Pendant près d'un siècle, l'histoire du peuple nicaraguayen en lutte pour sa libération a fait vibrer le monde entier.

Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale

En 1928 fut constitué le Comité *Pas touche au Nicaragua*,¹ basé au Mexique, sous l'impulsion de la *Ligue anti-impérialiste des Amériques*. Ce fut un effort unitaire dans le but de fournir une solidarité politique, financière et militaire avec la lutte de « la petite armée folle », l'*Armée en défense de la souveraineté nationale de Nicaragua*, qui combattait l'intervention militaire américaine. Des dirigeants politiques tels que le Cubain Julio Antonio Mella et le Péruvien Victor Raul Haya de la Torre, ainsi que les peintres mexicains David Alfaro Siqueiros et Diego Rivera, participaient à cette campagne.

Sandino fut trahi, et après sa mort s'est établie la dictature de la dynastie Somoza. De nouvelles campagnes de solidarité ont été nécessaires pour soutenir la lutte des combattants pour la liberté. En 1969-1970, une vaste campagne de solidarité était nécessaire pour éviter la déportation et l'assassinat certain de Carlos Fonseca Amador, fondateur du *Front sandiniste de libération nationale* (FSLN), alors emprisonné au Costa Rica. Les intellectuels français Simone de Beauvoir et Jean Paul Sartre, lauréats du prix Nobel, participèrent à la campagne.

¹ « *Manos fuera de Nicaragua* ». Cette Ligue était une sorte de *Front unique anti-impérialiste* promu par les premiers zigzags de l'Internationale communiste.

Le mouvement de solidarité en faveur de la lutte du peuple nicaraguayen n'a fait que croître au fur et à mesure que la dictature de la famille Somoza entraînait davantage en crise. A partir de 1978, il était évident qu'un soulèvement populaire contre la dictature était en train de se développer. Outre le soutien politique et logistique croissant de jour en jour, la révolution nicaraguayenne bénéficiait d'une remarquable tradition internationaliste, celle des Brigades internationales de combattants volontaires. La brigade costaricaine Carlos Luis Fallas et la panaméenne Victoriano Lorenzo y ont participé, ainsi que d'innombrables volontaires individuels.

Notre courant, la Ligue Internationale des Travailleurs, a également organisé une brigade de combattants volontaires, la Brigade Simón Bolívar, qui s'est battue pour la libération de Bluefields.

La révolution nicaraguayenne de 1979 a soulevé une nouvelle vague d'espoir internationale : au lendemain de la défaite militaire américaine au Vietnam, un petit pays vainquait à nouveau militairement une dictature sanglante, armée jusqu'aux dents avec le financement de l'impérialisme. La révolution semblait s'étendre comme une traînée de poudre au reste de l'Amérique centrale, opprimée et corrompue comme le Nicaragua.

La solidarité internationale était désormais concentrée dans les grandes journées d'alphabétisation et de reconstruction à la campagne, et à partir de 1983, dans la lutte contre la *Contra*, la contre-révolution aidée et financée par le gouvernement étasunien.

Les masses du Nicaragua et d'Amérique centrale ont fait tout ce qu'elles pouvaient pour vaincre l'impérialisme ; des dizaines de milliers de personnes y ont sacrifié leur vie et sont mortes ; peu de guerres ont été aussi sanglantes que la révolution de l'Amérique centrale de 1979-1990.

Cependant, si la révolution centro-américaine fut vaincue, ce ne fut pas essentiellement à cause de l'agression impérialiste. C'était un élément, mais le problème principal était la conception que le FSLN et toutes les organisations castristes avaient du processus révolutionnaire.

Après la chute de Somoza, le FSLN a envisagé immédiatement, comme tâche de la révolution, la construction d'un gouvernement « d'unité nationale », c'est-à-dire un gouvernement bourgeois, dont la tâche principale était la reconstruction de l'Etat, la police et l'armée bourgeois, maintenant dominés par les sandinistes. Le gouvernement cubain a fait valoir son autorité pour dire que le Nicaragua ne pouvait pas suivre la voie de la révolution cubaine de 1959,

en expropriant le capitalisme. C'est là où se trouve l'origine des commandements de l'armée et des paramilitaires actuels.

De même, la tâche économique était le développement de « l'économie mixte », une économie capitaliste avec une intervention de l'État. Il ne fallait pas aller vers le socialisme, ni avancer dans la réforme agraire. La révolution ne devait pas être « exportée », les frontières artificielles des États-nations devaient être respectées.

La révolution a donc été étouffée très tôt, et finalement étranglée, par sa propre direction politique. Pour atteindre ses objectifs, le FSLN a transféré dès le début à la société sa forme militaire, sa forme de parti-armée. Il ne permettait aucune opposition, même pas dans les rangs des forces révolutionnaires. Il a d'abord expulsé la brigade Simón Bolívar et l'a remise à la police panaméenne. Puis il s'est chargé de stériliser le reste de la gauche communiste, trotskyste et maoïste.

Le sandinisme n'accepte que la subordination politique ou l'opposition sous tutelle ; toute organisation politique qui envisage sérieusement de se battre et de rivaliser avec le sandinisme est combattue à mort.

Il aura comme coutume d'annexer et de « nationaliser » les organisations syndicales et populaires, transposant sa culture militaire au mouvement

populaire. La *Centrale sandiniste des travailleurs*, tout comme l'*Association des travailleurs agricoles* ou les fédérations étudiantes, ont été transformées en organisations semi-étatiques, dominées par les bureaucraties totalitaires et corrompues.

Ces caractéristiques dictatoriales étaient justifiées pendant la guerre, par la rigueur de la confrontation avec les États-Unis et la *Contra*, mais le fait est que l'étouffement du mouvement de masses a mené à la défaite de la révolution.

Le sandinisme quitte le gouvernement en 1990, après avoir perdu les élections. La révolution a été entermée sous la forme d'accords électoraux et d'une nouvelle corruption (la "piñata") qui a ouvert la construction d'une nouvelle bourgeoisie sandiniste.

Le sandinisme « *gouverne d'en bas* » entre 1990 et 2006. Son contrôle du mouvement de masse lui permet de négocier des lieux sûrs pour un nouveau processus d'accumulation capitaliste. Il s'empare de l'État, la police, l'armée, les juges.

La montée et le soutien du chavisme permettent au clan Ortega de se développer en tant que nouvelle dictature

2 Des biens de l'État, occupés comme résidence ou gérés comme coopérative par des fonctionnaires, étaient transférés en propriété à ceux-ci.

familiale, répétant ainsi l'histoire du somozisme.

Après avoir vidé de son contenu le sandinisme historique, et avoir éliminé les oppositions de gauche et de droite, la famille Ortega pourra construire une nouvelle dynastie familiale, liée aux entreprises des médias et du pétrole, grâce à son contrôle privilégié sur l'État. Le gouvernement de Daniel Ortega était applaudi par le FMI, l'Église catholique, les Églises pentecôtistes, l'armée étasunienne, les groupes miniers et les hommes d'affaires centraméricains. Jusqu'à la crise politique d'avril 2018.

Depuis avril 2018, un nouveau processus de rébellion populaire a commencé, selon le modèle d'un siècle de rébellions : un soulèvement des jeunes et des pauvres contre une dynastie familiale qui garantit les affaires des grands capitalistes, s'appuyant sur la police et l'armée pour gouverner, grâce à la manipulation et au mensonge.

Depuis lors, les mobilisations populaires et les blocages contre le gouvernement de Daniel Ortega n'ont pas cessé. Et ce dernier, comme n'importe quel dictateur, y a répondu par un bain de sang qui dépasse maintenant les 450 morts, des milliers de blessés, des centaines de disparus. Il a lancé une nouvelle vague de réfugiés politiques vers le Costa Rica. La dictature a été particulièrement cruelle dans l'utilisation de la violence policière et paramilitaire pour faire face aux manifestations et aux barrages routiers. Les hommes d'affaires et l'Église

Le 19 avril, la dictature d'Ortega a réprimé dans le sang une manifestation contre sa politique, avec plus de 320 morts et 2.000 blessés.



15 septembre - Manifestation à Bruxelles pour la libération des prisonniers politiques au Nicaragua.

catholique, qui pendant des années toléraient le tyran, n'avaient d'autre choix que de commencer à s'y opposer, tout comme le gouvernement étasunien et ses organisations internationales.

Contrairement à ce que disent le castisme et le forum de São Paulo, il n'y a pas de complot au Nicaragua, mais une véritable rébellion populaire.

Et comme dans d'autres révolutions que le Nicaragua a connues, il y a des forces qui font obstacle à son triomphe : en premier lieu, le gouvernement cubain, les partis communistes et le PT du Brésil, qui soutiennent le massacre du peuple nicaraguayen et défendent le gouvernement « progressiste » d'Ortega.

Ensuite, les hommes d'affaires, le gouvernement des États-Unis et les organisations internationales, qui ont longtemps protégé Daniel Ortega, le critiquent, maintenant qu'il a perdu le contrôle, afin de recomposer la situation. Les paroles virulentes contre le régime ne parviennent pas à cacher que la politique du Département d'État et de l'OEA

est la suivante : dialogue avec la dictature et élections anticipées.

Pour vaincre la dictature, le peuple nicaraguayen a besoin, maintenant comme par le passé, de la solidarité internationale. Il doit organiser sa défense pour faire face à la dictature, et combattre avec indépendance des organisations de l'impérialisme et des entrepreneurs, qui ne cherchent qu'à réorienter la lutte vers un pacte avec la tyrannie.

Pour vaincre, il faut la solidarité la plus large des organisations sociales, en particulier de la classe ouvrière. Il est nécessaire que les syndicats

et d'autres organisations apportent leur soutien politique et matériel à la lutte du peuple nicaraguayen pour se libérer de la dictature et pour construire un nouvel État, sous la domination et le contrôle des travailleurs et de leurs organisations, avec la nationalisation des grandes entreprises, la planification de l'économie et le contrôle étatique du commerce extérieur, de sorte que la richesse produite soit destinée aux besoins de la population, et que cette fois la lutte conduise à la victoire finale du peuple nicaraguayen. ■

En défense des combattants persécutés

Libérez Daniel Ruiz

C'est ce que disent ces délégués de la CGSP-ALR de Bruxelles, réunis en assemblée. Daniel est un dirigeant bien connu du syndicat des pétroliers à Chubut en Argentine et dirigeant du Parti Socialiste des Travailleurs Unifiés, la section de la LIT en ce pays. Il a été emprisonné le 12 septembre dernier, quand il accompagnait la lutte des ouvriers du chantier naval de Rio Santiago menée contre l'ajustement du gouvernement. Daniel faisait en particulier campagne en défense de Sébastien Romero, dirigeant syndical de General Motors, poursuivi pour avoir défendu les retraités lors de la journée de mobilisation massive, réprimée brutalement, le 18 décembre 2017 (voir *En Lutte* de mai dernier). Et cet acharnement

du gouvernement Macri contre les travailleurs essaye en particulier de briser la mobilisation



Libérez Amaya Coppens !

Amaya, 23 ans, de père belge et de mère nicaraguayenne, élevée au Nicaragua, est une dirigeante du Mouvement étudiant du 19 avril, formé lors des manifestations contre le gouvernement de Daniel Ortega, qui ont été réprimées dans le sang avec plus de 320 morts et 2.000 blessés. Elle a été emprisonnée le 12 septembre dernier avec d'autres camarades.

Libérez Mustapha

Il y a deux mois, Mustapha Awad, Belge, ouvrier métallo d'Alost, a été emprisonné par l'Etat sioniste d'Israël lorsqu'il est allé visiter ses parents en Palestine. Son crime : son engagement pour la cause palestinienne.

Tous à la manifestation

pour exiger sa libération immédiate :

le 3 octobre de 15 h à 16 h30, Min. de Relations extérieures
rue des Petits Carmes 15 - 1000 Bruxelles (M° Porte de Namur).

**Vive la Palestine
du Jourdain jusqu'à la mer**

**Le gouvernement belge doit exiger la libération
immédiate d'Amaya et de Mustapha !**

Libérez tous les prisonniers politiques !



qui se prépare contre la réunion du G20 à Buenos Aires début décembre 2018, où Daniel et Sebastian sont très engagés.

Nous appelons toutes les organisations syndicales, politiques et des droits humains à se joindre à la campagne internationale pour la libération de Daniel.



A bas la xénophobie ! En défense des réfugiés ! Vive l'unité des travailleurs !

La question des réfugiés devient de plus en plus cruciale.

La mondialisation de l'économie, la crise économique et la polarisation de la lutte de classes entraînent de nouveaux contingents de réfugiés et aussi des crises politiques très importantes.

Ligue internationale des travailleurs Quatrième Internationale

Selon l'ONU, il y a déjà 244 millions de réfugiés, soit une augmentation de 41 % en 15 ans, dépassant 10 % de la population en Europe et aux États-Unis. Pour les capitaux, la mondialisation de l'économie rend possible le transit le plus large et le plus libre sur la planète, mais pour les travailleurs, il n'y a pas de telle liberté.

Malgré cela, la présence massive de réfugiés dans les emplois les plus lourds et les moins bien payés est désormais une réalité dans de nombreux pays. Dans certains pays, les réfugiés sont aujourd'hui majoritaires dans certaines catégories d'emplois. Les Latinos ont une énorme importance dans les pires services aux États-Unis. Les Turcs sont majoritaires dans les secteurs du prolétariat industriel peu qualifié d'Allemagne, les Nicaraguayens font partie du prolétariat de la construction civile et des secteurs du prolétariat rural au Costa Rica.

Parmi eux, 68,5 millions sont des réfugiés politiques, tels que ceux qui ont fui la guerre civile en Syrie ou, récemment, la répression au Nicaragua.

Les gouvernements impérialistes et bourgeois attaquent en général les réfugiés avec des politiques et des attitudes xénophobes. Trump met en œuvre une persécution systématique et brutale. Le gouvernement raciste et xénophobe de la droite italienne empêche les réfugiés d'atteindre les côtes du pays. Il y a déjà près de 35 000 réfugiés tués dans la traversée de la Méditerranée.

La bourgeoisie applique en général une politique monstrueuse : elle intègre les migrants dans les pires tâches et les attaques en même temps comme responsables de la situation des travailleurs autochtones. De cette façon, elle divise les travailleurs et les empêche de se battre ensemble.

Souvent, les dirigeants syndicaux sont complices de ces politiques xénophobes, en agissant directement en ce sens ou en maintenant une passivité honteuse.

Récemment, nous avons eu les épisodes grotesques de l'attaque de Trump qui séparait les parents et les enfants réfugiés, prisonniers aux États-Unis, ce qui a généré un scandale mondial.

La persécution xénophobe a maintenant frappé durement l'Amérique latine. Au Brésil, des groupes armés ont agressé et expulsé des réfugiés vénézuéliens à Roraima. Au Costa Rica, une manifestation de 2 000 personnes, menée par des groupes d'extrême droite, a agressé et expulsé des Nicaraguayens sur la Plaza Mercedes. Les groupes armés d'extrême droite, xénophobes, attaquent violemment les réfugiés non armés.

Les médias, au service des gouvernements ou des mafias bourgeoises locales, profitent de tout incident de violence policière pour accuser les réfugiés et faciliter un climat de haine, qui est utilisé pour justifier les attaques. Malheureusement, ce type d'action des gouvernements, des bourgeoisies et

des médias a un écho dans la base des travailleurs, divisant le prolétariat.

Il faut une action forte et unitaire des organisations, syndicats et partis, liés au mouvement ouvrier, étudiant et populaire, pour s'y opposer. Il faut unir les travailleurs autochtones et les réfugiés contre les gouvernements et la bourgeoisie ! Assez d'attaques xénophobes ! Combattons ensemble contre nos vrais ennemis. Il est temps de montrer que nous, les travailleurs, nous n'avons pas de frontières qui nous divisent !

Les gouvernements ont l'obligation de recevoir les réfugiés

Les grandes entreprises multinationales et nationales et les gouvernements bourgeois sont responsables des

Abonnez-vous !

Par son auto-financement, notre journal *En Lutte* est 100 % indépendant. Il se vend de main à main mais, pour le soutenir, vous pouvez aussi vous y abonner (en Belgique), au prix de 20 EUR pour 10 numéros.

- Versez le montant sur le compte *Ligue Communiste des Travailleurs* BE83 6528 5492 2215 avec mention de votre nom et « Abonnement EL »
- Communiquez votre adresse postale à lct.cwb@gmail.com



25 juillet 2017 - Les gens font la queue pour traverser le pont international Simón Bolívar, du Venezuela vers la Colombie.

crises économiques et politiques. Il leur incombe également de résoudre les problèmes sociaux et humanitaires causés par les crises.

Il est criminellement cynique de tirer parti de la main-d'œuvre bon marché des réfugiés et de rendre difficile l'obtention de papiers pour les travailleurs et leurs familles. Il est révoltant que les gouvernements soutiennent les dictatures d'Assad, d'Ortega et de Maduro et se plaignent des légions de réfugiés formés par ces derniers.

Nous devons exiger des gouvernements des plans de travaux publics pour créer des emplois pour les travailleurs autochtones et les réfugiés. Exiger l'asile pour les réfugiés dans des conditions décentes. Donner aux réfugiés l'accès aux services de santé et d'éducation sur un pied d'égalité.

Les directions syndicales et les partis doivent assumer cette bataille.

Personne ne peut se comporter comme s'il n'avait rien à voir avec la

situation. Les directions syndicales et les partis liés au mouvement syndical et populaire doivent assurer la défense des réfugiés contre toute attitude xénophobe. L'unité des travailleurs autochtones et des réfugiés contre la bourgeoisie et ses gouvernements doit être défendue.

Il est essentiel que la presse syndicale, les réseaux sociaux, la presse alternative fassent une grande campagne politique contre la xénophobie, pour la défense des réfugiés et pour l'unité des travailleurs !

Il est nécessaire d'avoir des initiatives comme celle de la CSP-Conlutas avec sa caravane de soutien aux réfugiés vénézuéliens. Ou celle du syndicat de la construction civile de Boa Vista, qui a mis en place un camp pour les réfugiés. Ou encore celle de Sitrasep et du PT de Costa Rica, qui aident à organiser un grand mouvement de solidarité avec le peuple nicaraguayen. Ou celle de la Coordination de Réfugiés promue par *Corriente Obrera* à Los Angeles.

Les organisations du mouvement de masses doivent se mobiliser à fond en ce sens. Pour cela, il est nécessaire que les dirigeants réformistes rompent avec les gouvernements dictatoriaux qui sont au centre de la crise des réfugiés. La CUT du Brésil n'accepte même pas la caractérisation des réfugiés vénézuéliens comme tels, car elle soutient le gouvernement de Maduro ! La crise politique, économique et humanitaire

brutale générée par des gouvernements comme ceux d'Assad, de Maduro ou d'Ortega a pour complices les dirigeants politiques et syndicaux qui soutiennent ces gouvernements bourgeois génocidaires.

L'autodéfense nécessaire contre les attaques xénophobes

Les attaques armées des groupes xénophobes contre les réfugiés ne peuvent pas rester sans réponse. Si ces attaques restent sans réponse, les défenseurs des réfugiés seront démoralisés.

Les mêmes groupes d'extrême droite qui attaquent les réfugiés aujourd'hui attaqueront les grèves des travailleurs autochtones demain. Seule l'unité des travailleurs dans la lutte directe peut arrêter ces groupes !

Il est nécessaire d'aider à organiser l'autodéfense des réfugiés contre ces attaques. Il est nécessaire que le mouvement syndical et populaire aide les réfugiés dans la mise en œuvre de cette auto-défense. ■

Il est temps de mettre fin à la xénophobie !

Vive la lutte des réfugiés !

Vive l'unité des travailleurs contre la bourgeoisie et ses gouvernements !



Il y a une trentaine d'années, c'était la chute du Mur de Berlin, et l'offensive néolibérale a fait rage dans le monde entier.

On nous disait que c'était « la fin de l'histoire », que « le capitalisme était le seul système social possible », que « la démocratie se réaffirmerait comme la forme universelle de gouvernement », que « le monde avait dépassé les blocs » et avec eux les dangers de guerre. Que les avancées des nouvelles technologies nous garantissaient un progrès illimité.

Cela allait être quelque chose comme « le Monde des Merveilles ».

Mais actuellement, leur monde est dans la plus grande crise économique depuis 1929, c'est celui des guerres et des révolutions qui demeurent la caractéristique de cette époque.

Leur monde, c'est celui des plus de 400 000 morts dans le génocide contre le peuple syrien ; celui de l'image honteuse de la mort et de la désolation que représente l'afflux massif de réfugiés sur les rivages de l'Europe et le traitement infâme que leur donne cette Union européenne « civilisée ».

Leur monde, c'est celui de la légion de chômeurs ; celui des salaires de faim et des droits sociaux en train d'être liquidés ; celui de l'asservissement de millions de femmes et de filles ; celui de la destruction de l'écosystème.

Et c'est face à cette situation de catastrophe sociale que la lutte pour le socialisme est toujours d'actualité.

Nous ne défendons pas l'actuelle nécessité de la révolution et du socialisme par un quelconque dogme de foi ou de ferveur pseudo-religieuse. Ce qui nous donne la base scientifique de cette nécessité présente, c'est le fait que, dans ce système, l'humanité est empêtrée dans une spirale infernale, que le progrès humain est bloqué dans une impasse.

A chaque pas, le système capitaliste montre sa contradiction fondamentale : la contradiction entre, d'une part, le caractère de plus en plus social de la production, et, d'autre part, l'appropriation de plus en plus individuelle de cette production. C'est cette contradiction qui implique que dans un pôle, de plus en plus réduit, la richesse s'accumule, alors que dans l'autre, de plus en plus grand, la misère augmente.

La croissante inégalité sociale n'est pas une défaillance du système ; elle fait partie de son essence même. Un système fondé sur l'exploitation du travail n'est même plus en mesure de garantir le travail à ses esclaves salariés.

Par conséquent, ce n'est que sur la base de l'expropriation des grands moyens de production et d'échange qu'il sera possible de réorganiser l'économie, de procéder à sa planification et de faire en sorte que la production et l'appropriation de cette production soient sociales.

Il n'y a pas d'autre moyen, pour garantir le pain, le travail et le logement pour des millions d'êtres humains, pour en finir avec les guerres et la barbarie, que par la **lutte actuelle pour le socialisme.**

Et ici apparaissent les propagandistes du système qui affirment que le fait de parler de socialisme serait mal vu par les gens, et provoquerait même le rejet.

En écoutant ces arguments, on ne peut s'empêcher de se demander : et si le socialisme est si mal vu par les gens, pourquoi la star de la campagne électorale aux Etats-Unis est-elle un personnage comme Bernie Sanders, se proclamant « socialiste » ? Pourquoi, dans une grande partie de l'Europe, les partis au pouvoir ou y aspirant, continuent-ils à s'appeler... socialistes ? Bien que, tout comme Sanders, ils ne sont pas plus

socialistes qu'Eduardo Cunha¹ n'est un honorable bienfaiteur.

Ils disent que nous ne nous rendons pas compte que « le socialisme a échoué ». Nous ne leur répondrons pas avec des citations de Marx, de Trotsky ou de Lénine, mais avec les arguments d'un jeune cinéaste argentin : « *Qui vous a raconté que le socialisme a échoué ? Je suis un passionné de Roméo et Juliette. Si je vais au théâtre pour voir cette œuvre, et que la mise scène est terrible, le metteur en scène est désastreux et certains acteurs confondent les rôles, ai-je le droit de dire que Shakespeare a échoué ?* »

Ce qui a échoué, c'est le stalinisme, sa théorie-programme du socialisme dans un seul pays.

Ce que les travailleurs et les peuples d'Europe de l'Est ont renversé, ce sont les dictatures, c'est cet infâme et sanglant appareil mondial du stalinisme, qui avait restauré le capitalisme à feu et à sang et avait converti les anciens bureaucrates en millionnaires et en riches hommes d'affaires.

Ce que les travailleurs et les peuples de l'Est ont renversé, ce fut cette sorte de « gouvernement mondial », ce Pacte que Staline et les représentants de l'impérialisme mondial – l'Angleterre et les Etats-Unis – ont signé après la Seconde Guerre mondiale, et qui permit à l'impérialisme de récupérer, pendant près d'un demi-siècle, les grandes économies européennes, de piller les colonies, de noyer les révolutions ouvrières dans le feu et le sang, de construire l'Etat sioniste et de rétablir sa domination dans le monde entier.

Mais le stalinisme paya cher sa trahison. Si la révolution russe a démontré que la classe ouvrière pouvait prendre la construction du socialisme, l'effondrement du stalinisme réaffirma la thèse du vieux Trotsky et montra, comme il disait, que la roue de l'histoire est beaucoup plus forte les appareils.

Sans prendre en compte la fin de ce **Pacte mondial** qui a contrôlé les destinées du monde depuis le milieu du siècle dernier, il n'y a pas moyen de comprendre les crises politiques actuelles, les révolutions et les soulèvements de ces dernières années, de l'Egypte à la Syrie, de la Grèce à la France, du

¹ Le président de la Chambre des députés au Brésil

Mexique à la Turquie, en passant par la débâcle de l'Union européenne, et la polarisation sociale qui accompagne la crise économique actuelle.

Donc, là où beaucoup voient une défaite, pour nous, l'effondrement du stalinisme et la fin de son existence en tant qu'appareil mondial sont, avec la défaite du nazisme, la plus grande victoire dans l'histoire de l'humanité.

Mais rien de plus faux que de penser que, *mort le chien, la rage disparaît*. Le stalinisme a laissé son ADN incubé, y compris dans ceux qui se déclarent fervents antistaliniens.

Tout d'abord, parce que beaucoup de ceux qui dirigent les soi-disant « nouveaux partis », les Syriza et autres Podemos, furent formés dans les rangs du stalinisme, et en particulier dans les partis communistes européens, ce qu'on appelle l'eurocommunisme.

Ils se présentent en tant que champions de la « nouvelle politique » et nous stigmatisent comme sectaires et obsolètes. Ils disent : comment pouvez-vous défendre la validité, dans son essence, du *Manifeste communiste*, un programme vieux de près de 170 ans ; comment pouvez-vous défendre comme modèle la première révolution ouvrière triomphante, la révolution russe... qui aura 100 ans, l'année prochaine ?

Ils nous proposent, en échange, la *Démocratie réelle*. Mais de quelle démocratie nous parlent-ils ? Selon eux, il faudrait retourner... à l'**Agora grecque** ! Aux places publiques de la Grèce antique où les citoyens débattaient et décidaient de tout. Telle serait « l'essence pure de la démocratie ».

Eh bien, excusez notre ignorance, mais comment peuvent-ils nous stigmatiser comme obsolètes parce que nous défendons en essence des programmes et des expériences révolutionnaires d'il y a plus d'un siècle, alors qu'ils nous proposent ensuite un modèle vieux de plus de 2500 ans ? Si de temps il s'agit, notre programme est le dernier cri de la modernité, comparé à leur modèle antédiluvien.

Et c'est dans cette exigence de *démocratie en général* qu'ils démontrent l'absence de ce qu'ils sont. Ils oublient que, dans cette démocratie-là, les esclaves, les étrangers, les femmes et les pauvres ne pouvaient pas participer. Il s'agit, en

substance, de la démocratie esclavagiste, du régime de la démocratie des grands propriétaires.

Nous défendons la seule véritable démocratie que l'humanité connaisse, **la démocratie ouvrière**, celle de ceux qui produisent la richesse sociale, celle qui fut mise sur pied avec les Soviétiques, le gouvernement des travailleurs dans la révolution de 1917 en Russie.

Comme les anciens réformistes, ceux de *la nouvelle politique* sont les défenseurs inavoués du système capitaliste. Ils voient la contradiction centrale du système dans le domaine de la distribution. Leurs programmes ne vont pas au-delà de **la redistribution de la richesse**, d'un **meilleur partage**, sans mettre en question **la production**, à savoir, l'absence des rapports sociaux de propriété.



Mais là où ils montrent le plus clairement comment le stalinisme a imprégné toute cette gauche de son ADN, c'est dans leur usage généralisé de **la théorie des camps**. La profonde crise qui a commencé en 2008 a mis à nu toutes les contradictions sociales, y compris les conflits interbourgeois eux-mêmes.

A partir de ce fait réel, le concept des « camps » et de la lutte entre eux, qui dépasse la lutte de classes, s'érige en concept théorique, programmatique et politique, comme c'était déjà le cas à l'époque pour les mencheviks et plus tard pour le stalinisme.

Leur conclusion – à chaque fois que les crises et les tensions sociales apparaissent, du Venezuela

au Brésil, de l'Espagne au Portugal – est de miser sur **l'unité de toutes les forces « démocratiques » et « progressistes »**. La lutte de classe disparaît et ils misent – cohérent avec cela – sur la formation de gouvernements de collaboration entre patrons et travailleurs.

Ils s'efforcent de convaincre les travailleurs de s'installer dans le fourgon de queue du train « *bourgeois progressiste* » afin de ne pas « faire le jeu de la droite ».

Ils ramènent les protestations ouvrières et populaires dans le bercail des institutions du parlementarisme bourgeois, effaçant toute trace de classes et empêchant que la classe ouvrière n'entre en scène de manière indépendante.

Comme les vieux réformistes, ils confondent le pouvoir avec le gouvernement. Alors, quand ils y parviennent, ils ne sont plus que les gestionnaires du système. Mais, contrairement aux anciens sociaux-démocrates allemands ou à la social-démocratie d'après-guerre en Europe, le capitalisme est embourbé dans sa décadence. Et ses gestionnaires, loin des réformes, finissent comme gouvernements des contre-réformes. Par conséquent, comme Syriza, ils finissent par mettre en œuvre le plan de coupes sociales sans précédent dans l'histoire grecque moderne et ils se mettent sur le dos, en un an à peine, trois grèves générales contre eux.

On peut dire la même chose de Podemos et des nouvelles administrations municipales dans l'Etat espagnol, lesquelles, loin d'exprimer un changement quelconque, finissent par assurer la présence des grandes entreprises de construction et la privatisation des services publics, en conflit avec les grèves des travailleurs du transport public en Catalogne ou avec les justes exigences de remunicipalisation des balayeurs de rue et des jardiniers madrilènes.



Merkel et Tsipras s'entendent bien.

Ils justifient leur lâcheté et leur soumission au système en disant que nous sommes devant une **vague conservatrice** qui parcourt le monde et un **recul dans la conscience des masses**. Et ils disent : comment expliquer, sinon, la montée électorale de l'extrême droite en Europe ?

Ils nient, premièrement, la lutte de classes, et ne sont qu'à un millimètre de dire que « *chaque peuple a le gouvernement qu'il mérite* ».

Comme ils sont liés à leurs engagements avec la bourgeoisie, ils ne peuvent pas expliquer le rôle joué, dans toute cette montée électorale de l'extrême droite, par le refus répété de la gauche européenne de faire face à la Troïka, par son refus d'exiger la rupture avec l'Union européenne et l'euro. Ils n'expliquent pas pourquoi ils torpillent à répétition les grèves et manifestations pour les ramener au bercail d'élections de plus en plus antidémocratiques. Ils n'expliquent pas pourquoi ils renoncent explicitement à lutter pour le Non-paiement de la dette infâme qui pille les travailleurs, et ils n'expliquent pas leur refus de soutenir un plan d'urgence sociale pour sauver les travailleurs et le peuple. Ils n'expliquent pas non plus comment tout cela affecte la formation de la conscience de la classe ouvrière.

Ils blâment les autres et tentent d'expliquer la situation par le recul dans la conscience. Mais disons les choses telles qu'elles sont : ici, le recul dans la conscience est celui qu'ils ont subi eux-mêmes. Ils veulent expliquer l'état du monde comme les anciens idéalistes : au lieu de partir de l'existence à la conscience, ils font le chemin inverse.

A chaque pas, ils s'efforcent de dissoudre l'existence des classes sociales, et ils critiquent ensuite la classe ouvrière de ne pas se reconnaître à soi-même. Ils appliquent les politiques bourgeoises de la droite quand ils arrivent au gouvernement, et ils reprochent ensuite aux gens de ne pas savoir faire la distinction entre la droite et la gauche.

Aux travailleurs et aux peuples on peut – et l'on doit – leur demander ce qu'il est possible de leur demander :

qu'ils luttent. Et quelles preuves de plus veulent-ils dans toutes ces années ? De la Syrie à la Palestine ; de l'Egypte à la Turquie ; du Mexique à la Pologne ; de la France à la Grèce ; de la Belgique à l'Espagne. Quelles autres preuves de lutte veulent-ils ?

La conscience ouvrière ne surgit pas spontanément, elle est le produit de la confrontation, de l'action consciente, tenace, quotidienne, d'une direction révolutionnaire disputant cette conscience dans chacune de ces luttes et se battant pour un programme et une solution socialistes, non pas pour un avenir incertain mais bien pour le moment présent.

Comme le disait le célèbre écrivain et poète français Victor Hugo : « *Y a-t-il*



quelque chose de pire qu'un bourreau ? Oui, l'assistant du bourreau ! »

La formation d'une direction révolutionnaire, d'un Parti révolutionnaire, est donc impossible sans la confrontation quotidienne contre les bourreaux et contre les assistants du bourreau.

Cela signifie-t-il que nous sommes des sectaires, niant l'unité avec tous ceux qui ne sont pas d'accord avec nous ? Pas du tout. Nous n'avons jamais rejeté, ni ne rejeterons, l'unité avec quiconque, si c'est pour lutter ; nous n'avons épargné ni n'épargnerons jamais les efforts nécessaires pour que la classe ouvrière mette sur pieds ses organisations de front unique et se lance de manière indépendante dans l'arène politique.

Mais s'ils nous parlent d'« unité » en général avec cette supposée gauche formant des fronts de collaboration de classe ou soutenant des partis bourgeois, ou d'« unité » pour faire ensemble de la présence au parlement bourgeois

le centre de notre politique... pour telle unité : non, merci.

Nous ne croyons pas être les seuls révolutionnaires au monde ; nous sommes convaincus que dans toutes ces luttes héroïques, il y a bon nombre de travailleurs, de pauvres, de jeunes et d'opprimés appelés à rejoindre les rangs de la révolution ; et c'est à cela que nous œuvrons. Mais souvent, nous avons vu des partis révolutionnaires se dissoudre, au nom d'amples unités.

S'il existe d'autres partis révolutionnaires, enchantés de les connaître ! Qu'ils nous disent leur nom, qu'ils présentent leur programme et nous montrant leur travail quotidien, et nous serons heureux alors de discuter et de travailler ensemble pour l'unité.

Mais dissoudre ou fracturer un Parti révolutionnaire au nom de l'unité avec cette supposée gauche qui soutient des gouvernements bourgeois, qui ne cesse d'espérer des changements sur la base d'un nombre de plus en plus élevé de députés et qui laisse les tâches de la lutte pour le socialisme pour un avenir incertain, c'est un crime politique. ■

Vive la LIT !

Vive la Quatrième Internationale !

Vive la lutte de la classe ouvrière !

* Dans *Le Soir* du 5.6.2018, à la question du journaliste si le PTB est communiste, Raoul Hedebouw répond « *Oui. C'est dans nos statuts. Mais pas le communisme des 19e et 20e siècles.* »

Le texte est une allocution de Ángel Luis du 30.7.2016, à l'occasion du 22e anniversaire de la fondation du PSTU, la section brésilienne de la LIT-QI. Nous avons omis les références spécifiques à ce parti, au début et à la fin de l'intervention. Nous signalons toutefois que le dernier paragraphe est inspiré par le fait que lors du 12e Congrès de la LIT (du 24/6 au 3/7/2016), quelques centaines de camarades ont quitté le PSTU pour former un nouveau parti au Brésil.

Le texte complet est disponible sur notre site sous le titre *La LIT-QI en 2016*, en bas dans la colonne de droite.

Socialisme ?

Le PTB est prêt à entrer dans des coalitions électorales et de gouvernement avec le PS et Ecolo en tant que communiste, « *mais pas le communisme des 19e et 20e siècles* ».* Qu'en pense la *Ligue Communiste des Travailleurs*, section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale ? Est-il judicieux aujourd'hui, au 21e siècle, de réaffirmer que notre marque d'identité est la lutte pour la révolution et le socialisme à partir de la classe ouvrière et avec elle ? Nous reproduisons ici la réponse donnée par Ángel Luis Parras, un travailleur dans la branche de la construction civile, dirigeant de la LIT-QI et de sa section espagnole, *Corriente Roja*.

Lire la suite sur la page 9